

New York, Etats-unis, 21 septembre (Infosplusgabon) - Francesco Rocca , président de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), a déclaré que si les pays africains ne faisaient rien contre les changements climatiques, l'impact pourrait être "dévastateur".

Rocca a fait ces remarques jeudi après la publication du nouveau rapport de la FICR intitulé "Le coût de l'inaction: le prix humanitaire du changement climatique et les moyens de l'éviter" à la 74ème session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Dans le rapport, d'ici 2030, 150 millions de personnes devraient avoir besoin d'une aide humanitaire et ce nombre devrait atteindre 200 millions d'ici 2050 en raison des catastrophes liées au climat et de l'impact socio-économique du changement climatique. Actuellement, l'organisation humanitaire, la FICR, estime à près de 110 millions les besoins humanitaires actuels.

"Malgré toute la bonne volonté du Zimbabwe et du Mozambique, même s'ils mettent ensemble toute cette bonne volonté, il est très difficile de faire face aux conséquences (des changements climatiques défavorables). Le problème est donc de faire quelque chose avant et maintenant; nous avons tous les outils pour prédire et intervenir juste pour atténuer", a déclaré Rocca à la PANA après la publication de son nouveau rapport.

"Mon conseil est d'écouter davantage les scientifiques et les prévisionnistes et de mettre en place une équipe d'experts qui conseillent aux gouvernements de se préparer et de créer plus de résilience. Ce n'est pas quelque chose que vous faites en une seconde, vous devez y travailler, travailler avec les communautés pour développer la résilience".

Il a ajouté qu'il est préférable d'agir maintenant pour éviter les conséquences de changements climatiques défavorables, ajoutant que si rien n'était fait, l'impact pourrait être dévastateur.

"L'impact est dévastateur ... nous ne pouvons pas commencer à accuser en 2030 car cela a déjà été dit des années auparavant. Les pays africains doivent donc agir maintenant", a ajouté Rocca.

Cela vient du fait que l'Afrique australe est actuellement confrontée à une grave sécheresse en raison de la saison des pluies d'octobre 2018 à mars 2019, qui a commencé avec près d'un mois de retard, avec des précipitations nettement inférieures à la moyenne pour la région.

Selon un rapport de la FICR sur la seule situation d'insécurité alimentaire au Zimbabwe, la sécheresse de cette année continue de toucher une grande partie de la population des zones rurales et urbaines.

À cet égard, on estime que d'ici la fin de l'année, la moitié de la population du Zimbabwe sera en situation d'insécurité alimentaire, 67% de la population dépendant de l'agriculture pour subvenir à ses besoins.

Julie Arrighi, responsable urbaine de la FICR, a déclaré qu'il était important d'impliquer les entreprises dans la mise en place de plans de résilience afin de se préparer aux changements climatiques défavorables.

"Les entreprises sont des partenaires importants non seulement pour réduire les risques au niveau local - je veux dire par là non seulement les multinationales, mais également les petites et moyennes entreprises. Il y a beaucoup de capital financier dans le secteur privé, ce qui peut évidemment servir à réduire les risques et à renforcer l'économie locale", a-t-elle déclaré.

Selon le montant du soutien fourni et la source des estimations de coûts, le nouveau rapport de la FICR indique que la satisfaction des besoins actuels coûterait aux bailleurs de fonds internationaux 3,5 à 12 milliards de dollars américains par an.

Et si la situation restait inchangée, l'effet des changements climatiques défavorables pourrait faire grimper les besoins de financement à 20 milliards de dollars par an d'ici 2030.

Le nouveau rapport de la Fédération internationale est fondé sur l'organisme ainsi que sur des scientifiques et des économistes de premier plan en matière de climat.

"Certaines mesures peuvent être introduites pour rendre le développement plus inclusif et pour mieux réduire les risques de catastrophes liées au climat et les gérer. Il est crucial d'investir dans l'adaptation au climat et de renforcer la résilience des communautés, des pays et des régions à risque", a précisé le rapport.

"En aidant les communautés et les pays à se préparer et à s'adapter, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire va diminuer, de même que les sommes nécessaires aux organisations humanitaires internationales. Atténuer le changement climatique en réduisant les émissions de carbone est essentiel".

Le rapport poursuit que même si les émissions devaient être réduites à zéro demain, le monde continuerait à se réchauffer pendant des décennies et le niveau de la mer augmenterait pendant de nombreux siècles.

"Par conséquent, en plus d'atténuer le changement climatique, il est indispensable de s'y adapter si nous voulons continuer à prospérer dans un monde qui se réchauffe".

Avec une action déterminée et ambitieuse, la FICR a déclaré que les personnes ayant besoin d'une aide humanitaire internationale après des catastrophes liées au climat pourraient ne pas excéder 68 millions d'ici 2030 et 10 millions d'ici 2050 par an.

FIN/INFOSPLUSGABON/OPL/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon